

DUCHESNE, Alexandre.

Ensival (commune de Verviers, prov. Liège, arr. Verviers), 25 décembre 1880 – Verviers, 3 mars 1967. Ouvrier textile, dirigeant syndical, parlementaire, premier bourgmestre socialiste de Verviers.

Né dans une famille de sept enfants, AD n'est pas baptisé, ce qui lui vaudra à dix-huit ans d'être refusé à l'embauche chez Simonis, la grande firme textile verviétoise dont les dirigeants sont des figures de proue du parti catholique verviétois. AD commence à travailler dans le textile à l'âge de dix ans et demi déjà, mais il fréquente assez tôt les cours du soir organisés par les cercles socialistes et il se forme en autodidacte. Il est membre du Parti Ouvrier Belge dès l'âge de quatorze ans, en 1894. Quatre ans plus tard, il est licencié de l'usine Regout pour y avoir été surpris en train de lire *L'Echo du Peuple*. Il s'investit peu après dans l'action syndicale lorsque le Disonais Jean Roggeman relance le syndicalisme verviétois en plaçant le mouvement sous le signe de la neutralité syndicale par rapport aux options politiques et religieuses, afin de ne pas rebuter le courant anarchiste ainsi que les ouvriers chrétiens, et en lui donnant un journal, *Le Tisserand*, créé en 1900 et devenu *Le Travail* dès l'année suivante.

En 1900, AD est secrétaire adjoint du syndicat verviétois des ouvriers laveurs (de laine, travaillant dans les lavoirs) et s'affirme comme particulièrement combatif. Il gagne ses galons de leader syndical local six ans plus tard, à l'occasion du grand lock-out de 1906, pendant lequel il assume la fonction de secrétaire du Comité de défense (organisateur de la résistance ouvrière face à la fermeture générale de toutes les usines textiles de l'agglomération). Entre ces deux dates, le syndicalisme, quasi réduit à néant à la fin du XIXe siècle suite à l'échec de grands mouvements de grève tant dans la métallurgie que dans le textile, a tout à fait repris vigueur à Verviers : alors que le militant anarchiste bruxellois Paul Flaustier*, passant dans la région, écrivait au début du siècle « Il vaut mieux ne pas parler de Verviers et jeter sur cette ville un suaire, tout mouvement ouvrier y est éteint », en 1906 seize mille des vingt mille travailleurs verviétois sont syndiqués, dont 100 % dans le textile et presque autant dans la métallurgie, et les conflits pour faire aboutir des revendications y sont quasi constants.

C'est dans ce climat social particulièrement agité qu'un premier lock-out est déclenché par le patronat en février dans l'ensemble des usines textiles de Dison, au nord de l'agglomération verviétoise, un second en avril dans la quasi-totalité des lavoirs de l'agglomération, un troisième en août dans l'ensemble des tissages, un quatrième enfin, toujours en août, à nouveau dans les lavoirs. C'est pour appuyer ce dernier lock-out et tenter de mettre un terme aux conflits incessants qu'en septembre le patronat déclenche un lock-out général du textile, privant de travail seize mille ouvriers. Ceux-ci résistent cette fois durant six semaines, contre toute attente du point de vue patronal, et cela grâce à la solidarité nationale, aux réserves financières des syndicats locaux mais aussi à l'épargne personnelle des travailleurs. Le conflit se termine par la signature de la première convention collective en Belgique, s'appliquant à tout un secteur dans toute une agglomération industrielle.

L'accord signé en 1906 implique de la part du patronat la reconnaissance des syndicats, et pour ceux-ci le respect à l'avenir de mécanismes internes de décision de nature à canaliser les revendications et éviter les mouvements spontanés. C'est dans ce contexte nouveau qu'AD est

élu permanent du syndicat des laveurs en 1910 et quitte définitivement l'usine. Tout comme le fait Jean Roggeman à Dison, il se lance parallèlement dans l'action politique au sein du POB lors du renouvellement de la moitié du Conseil communal de Verviers en octobre 1911. L'heure est aux coalitions laïques (libérale-socialiste) au niveau national, et c'est un cartel du même type qui se présente aux communales de 1911 à Verviers (où le POB dispose déjà d'un échevin depuis 1896 au sein d'un collège libéral). AD est élu conseiller communal et va le rester durant plus d'un demi-siècle ! Son mandat lui vaudra durant la première occupation d'être enfermé quelque temps comme otage avec des notables de la ville dans le bâtiment de la société d'Harmonie.

En février 1915, AD est un des fondateurs de l'Union coopérative du Pays de Liège, qui organise une collaboration, rendue nécessaire par les circonstances, entre cinquante-deux coopératives socialistes de la province de Liège, dont quatre de Verviers : tous ces organismes sont fragiles, comme la faillite de la Maison du Peuple de Verviers au lendemain du grand lock-out l'avait montré. Dès 1917, il est envisagé de fusionner en les diverses coopératives adhérentes en une seule organisation. Légalement constituée en mai 1918, celle-ci exploite près d'une centaine de Maisons du Peuple et quelque deux cent cinquante magasins coopératifs deux ans plus tard. AD préside alors le Comité verviétois de l'Union coopérative, et il occupera ce poste durant quarante-deux ans.

Sur le plan syndical, AD est nommé dès 1919 secrétaire permanent de la Centrale des Ouvriers textile de Belgique (COTB) pour la Wallonie et au décès de Jean Roggeman* en 1928, il succède à celui-ci comme président de la Centrale syndicale verviétoise. Il restera secrétaire de la Fédération ouvrière textile verviétoise jusqu'en 1946. C'est en tant que principal dirigeant syndical verviétois qu'il lui faut assumer les cinq mois (!) de grève générale du textile dans l'agglomération en 1934. Ce mouvement est déclenché, par référendum, le 26 février suite à la volonté patronale de remettre en cause toutes les conventions conclues depuis 1906 et de retourner aux conditions de travail antérieures à cette date. Le conflit se soldera par une victoire patronale totale et des manifestations tumultueuses d'une partie des grévistes qui tentent de s'emparer de la Maison syndicale, d'où les dirigeants les font arroser à la lance d'incendie : en tant que dirigeant de la Fédération ouvrière textile, AD est vivement critiqué lorsque la capitulation, pourtant inévitable dans le contexte de crise économique et de difficultés du mouvement socialiste (faillite de la Banque Belge du Travail), se produit le 30 juillet. Il fait office de bouc émissaire et ses adversaires comme ses concurrents, notamment communistes et chrétiens (le syndicat chrétien, moribond depuis la fin du XIXe siècle, parvient à se réimplanter durablement à Verviers à la faveur de ce conflit), ne manquent pas de dénoncer ses cumuls de fonctions et de revenus (« l'homme aux 100.000 francs » écrit-on) car il est non seulement dirigeant du syndicat et de la coopérative mais aussi, depuis 1927, chef de groupe socialiste au Conseil communal et surtout, depuis 1925, député (après avoir siégé une première fois fin 1921 mais durant un mois seulement).

AD siègera au Parlement jusqu'aux élections d'avril 1939 mais, selon Duchesne lui-même (lors d'un hommage qui lui sera rendu en 1961), il reversait la moitié de ses ressources de parlementaire aux Jeunesses socialistes. Durant la seconde guerre mondiale, AD est à nouveau incarcéré comme otage, cette fois au fort de Huy. A la Libération, il abandonne la direction du

syndicat socialiste verviétois lors de la création de la FGTB et il privilégie l'action politique. C'est ainsi qu'il retrouve son siège de député en 1946 (mais jusqu'en 1949 seulement) et surtout, alors qu'il avait refusé d'être échevin durant l'entre-deux-guerres au décès d'Emmanuel Kestchgès en 1930, il devient le premier bourgmestre socialiste de Verviers en 1947, à la tête d'une étroite coalition de gauche regroupant , pour la seule fois dans l'histoire politique locale, les élus socialistes, communistes et l'unique élu (à Verviers tout comme dans le pays) de l'UDB (Union Démocratique Belge, éphémère parti démocrate chrétien issu de la Résistance), Louis Bertholet. Si AD ne se représente pas au Parlement en 1949, c'est pour se consacrer uniquement à sa fonction de bourgmestre.

AD redevient chef de l'opposition socialiste au Conseil communal après les élections d'octobre 1952, et il y siège encore douze ans. Il est également le président du Comité verviétois d'Action commune (associant parti socialiste, FGTB et mutualité) depuis 1947 et le président de la Fédération socialiste verviétoise d'arrondissement depuis 1950. Il se retire de la vie politique en 1964, à l'âge de 84 ans, et décède trois ans plus tard.

ŒUVRES : *Historique des salaires de 1919 à 1929*, Verviers, 1929 ; *La grève générale dans l'industrie textile verviétoise*, Verviers, 1934 ; « Les syndicats ouvriers dans la vallée de la Vesdre (bref historique) », dans *Le mouvement ouvrier socialiste à Verviers 1885-1960*, Verviers, 1960, p. 37-47.

SOURCES : HENNEBERT, C., *La grève générale dans le textile à Verviers en 1934*, mémoire de licence en Histoire, ULB, 1977, inédit ; JORIS, F., 1906. *Une saga verviétoise*, Verviers, Editions des Champs, 2006 ; MESSIAEN, J.J et MUSICK, A., *Verviers (Histoire des Fédérations socialistes)*, Bruxelles, Mémoire ouvrière, 1985 ; *La Vesdre rouge*, Verviers, Fédération verviétoise du PS, 2005.